

DANS L'ACTUALITE du 20 au 22 mai 2014

Textes officiels

JORF n° 0118 du 22 mai 2014

Biens immobiliers bâtis de l'Etat susceptibles de faire l'objet d'une cession

[Décret n° 2014-514 du 20 mai 2014 modifiant le décret n° 2013-252 du 25 mars 2013 fixant la liste des biens pouvant être aliénés en application de l'article L. 3211-5-1 du code général de la propriété des personnes publiques](#)

JORF n° 0117 du 21 mai 2014

Précision des règles d'organisation et de fonctionnement de la mission de préfiguration chargée par l'article 12 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles de préparer les conditions juridiques et budgétaires de la création, au 1er janvier 2016, de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de la métropole du Grand Paris

[Décret n° 2014-508 du 19 mai 2014 relatif à la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris](#)

Protéger la biodiversité : Le Gouvernement redonne au Marais poitevin son label de Parc naturel régional

[Décret n° 2014-505 du 20 mai 2014 portant classement du parc naturel régional du Marais poitevin \(régions Pays de la Loire et Poitou-Charentes\)](#)

JORF n° 0116 du 20 mai 2014

Définition des règles applicables à la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales

[Décret n° 2014-503 du 19 mai 2014 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales](#)

Le vocabulaire de l'automobile évolue : dictionnaire des fonctions et options disponibles sur un véhicule

[Vocabulaire de l'automobile \(liste de termes, expressions et définitions adoptés\)](#)

Jurisprudence

Opération d'aménagement et expropriation

[CE 21 mai 2014 communauté d'agglomération de Montpellier, req. n° 354804](#)

Schémas de cohérence territoriale et les schémas d'aménagement régional des régions d'outre-mer

[CE 21 mai 2014 société Centrale des carrières, req. n° 357244](#)

Lorsque l'entité adjudicatrice n'exerce pas sur l'adjudicataire un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, le contrat doit être soumis à l'application des règles européennes sur la passation des marchés publics

[CJUE 8 mai 2014 Datenlotsen Informationssysteme, aff. C-15/13](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Contrôle de légalité : efforts soutenus des préfetures sur la commande publique et l'urbanisme

[Le Gouvernement a dressé un bilan des évolutions du contrôle de légalité entre 2010 et 2012. Les préfetures reçoivent de moins en moins d'actes dans les domaines prioritaires que sont la commande publique et l'urbanisme, mais le taux de contrôle est renforcé.](#)

Source : le Moniteur du 21/05/2014

Projet de loi Economie sociale et solidaire : un seul article relatif à la commande publique subsiste

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, le 20 mai, le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (ESS). Il instaure notamment l'obligation pour les personnes publiques d'élaborer un schéma de promotion des achats publics socialement responsables.

Source : le Moniteur du 21/05/2014

Offre anormalement basse : le délai laissé au candidat pour justifier son prix peut être (très) court

Dans le cadre de la détection des offres anormalement basses, le fait d'accorder à un candidat un délai de quatre jours, dont seulement deux jours ouvrés, pour expliquer le niveau de son prix, peut suffire. Dès lors, précise la cour administrative d'appel de Paris, que les précisions à apporter ne sont pas particulièrement techniques.

Source : le Moniteur du 21/05/2014

Environnement / Energie

Accélérer la transition énergétique et soutenir la croissance verte grâce à un partenariat État-Régions

Ségolène Royal a participé mardi 20 mai à la réunion de la commission développement durable, environnement de l'Association des régions de France (ARF) présidée par Jean-Jack Queyranne, président de la région Rhône-Alpes, ancien ministre.

Source : développement-durable.gouv.fr du 21/05/2014

Transition énergétique : la finalisation du projet de loi de nouveau repoussée

Ségolène Royal a apporté un « angle personnel » au projet de loi sur la transition énergétique qu'elle a trouvé en arrivant à l'hôtel de Roquelaure. Cet angle, c'est globalement la notion d'écologie positive, a-t-elle déclaré le 20 mai lors de son audition devant la Commission du Développement durable de l'Assemblée nationale.

Source : la gazette des communes du 21/05/2014

Collectivité territoriale

Métropole du Grand Paris : à peine née, la mission de préfiguration est menacée de blocage

[Le décret instaurant la mission chargée de mettre sur les rails la métropole du Grand Paris est paru ce jour au Journal officiel. Réclamant une révision de la loi, les élus locaux menacent de ne pas participer à ses travaux.](#)

Source : localtis.info du 21/05/2014

Gérard Collomb signe son retour à la tête de l'Association des communautés urbaines

[Déjà président de l'Acuf de 2009 à 2012, le patron du Grand Lyon peut voir dans cette élection à l'unanimité une marque de confiance des présidents de communautés urbaines à l'égard de celui qui a le plus poussé à l'intégration métropolitaine et à sa reconnaissance dans la dernière loi d'affirmation des métropoles.](#)

Source : le courrier des maires du 21/05/2014

Jean-Luc Moudenc à la tête des maires des grandes villes

[Le maire UMP de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, a été élu ce mardi 20 mai président de l'Association des maires de grandes villes de France \(AMGVF\), où il succède à Michel Destot, maire socialiste de Grenoble jusqu'aux municipales auxquelles il ne s'était pas présenté.](#)

Source : localtis.info du 21/05/2014

La résolution adoptée par le syndicat mixte Paris Métropole

[16 mai 2014 - Réunion du Comité syndical et adoption d'une résolution](#)

Source : parismetropole.fr du 16/05/2014

Transport / Infrastructure

Nouveaux TER trop larges : les régions ne paieront pas le "raboitage" des quais des gares

["Rocambolesque", "consternant" : la révélation par le Canard enchaîné de la nécessité d'engager des travaux dans les gares pour accueillir la nouvelle génération de trains régionaux, plus larges que les quais existants, a suscité une déferlante de critiques.](#)

Source : localtis.info du 21/05/2014

Colloque / séminaire

► Colloque GRIDAUH sur la loi ALUR

Le 12 septembre 2014 à l'Université Panthéon-Sorbonne, colloque organisé par le Groupement de Recherche sur les Institutions et le Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat (GRIDAUH) portant sur la loi ALUR.

[PROGRAMME \(cliquer ici\)](#)

Presse

Le baroud des régions pour éviter le démantèlement

[Poitou-Charentes veut fusionner avec les Pays de la Loire pour ne pas éclater. Les régions peinent à passer aux travaux pratiques.](#)

Source : les Echos du 22/05/2014

Sylvia Pinel dévoile sa feuille de route pour le logement

[Pour la ministre, deux priorités : la construction et le pouvoir d'achat. L'idée de travaux obligatoires de rénovation énergétique est étudiée.](#)

Source : les Echos du 22/05/2014

« Il faut relancer la construction en France en simplifiant les normes »

"Un mois et demi après votre prise de fonction, vous présentez votre feuille de route : quelles sont vos priorités ?"

Source : les Echos du 22/05/2014

TER trop larges : comment la guerre SNCF-RFF a pu conduire à un tel « bug »

Quelque 1.300 quais de gare vont être rabotés. La réforme ferroviaire apparaît plus que jamais nécessaire.

Source : les Echos du 22/05/2014

Les grandes villes prêtes à reprendre les compétences des départements

Jean-Luc Moudenc (UMP) va plaider la cause des agglomérations à Matignon, le 27 mai.

Source : le Monde du 22/05/2014

Solaire : Royal veut transposer à d'autres régions le modèle du parc de Thouars

L'installation a bénéficié d'un financement de la région. Elle vendra son électricité de gré à gré à un tarif très compétitif.

Source : les Echos du 20/05/2014